

*Initiatives parlementaires*

déversement scandaleux de déchets industriels et domestiques dans nos rivières et nos lacs.

Nos réservoirs d'eau souterraine, ou aquifères, sont de plus en plus pollués par des pesticides, des produits chimiques agricoles, les eaux de ruissellement de dépotoirs domestiques et industriels, ainsi que les fuites d'essence, d'huile et de fosses septiques souterraines. Dans nos lacs et nos rivières, la pollution causée par l'activité humaine a détruit la vie aquatique, elle réduit actuellement la capacité de reproduction des mammifères et des oiseaux et, maintenant, elle menace sérieusement la santé des Canadiens. Une telle pollution a gravement perturbé la composition des espèces fauniques et accru le rythme d'extinction d'espèces au Canada. On estime que, dans certaines parties de l'Amérique du Nord, les écosystèmes aquatiques ont perdu jusqu'à 20 p. 100 de leurs espèces indigènes à cause de l'acidification de nos lacs.

On évalue jusqu'à 600 000 le nombre de lacs du Canada menacés par la pollution d'aérocontaminants. Déjà, 100 000 lacs ont été gravement endommagés et 14 000 autres sont biologiquement morts. On a trouvé dans nos Grands Lacs plus de 360 composés chimiques, dont un certain nombre de toxines tenaces qui, à cause de la bioamplification, s'accumulent dans la pyramide alimentaire et touchent les espèces animales se trouvant en haut de la pyramide, y compris l'être humain.

Plomb alkylé, benzopyrène, éthylène-di-amino-tétracétique, hexachlorobenzène, diphényles polychlorés, dichlorodiphényltrichloroéthane, ce sont là des termes à coucher dehors, des hydrocarbures aromatiques aux noms exotiques et à la réputation mortelle.

Chaque année, des pollueurs industriels déversent plus de 7,8 milliards de litres de déchets liquides dans les lacs et les rivières du Canada, une quantité équivalente à l'eau qui se jette dans les chutes Niagara sur une période de dix heures. Il n'est pas étonnant que, sur les dix espèces de poisson les plus estimées du lac Ontario, sept aient presque complètement disparu. Rien d'étonnant si, sur les espèces qui restent encore, on trouve dans leurs tissus des tumeurs et des lésions cancéreuses. Il n'est pas surprenant que la population de bélugas du Saint-Laurent soit passé de 5000 au début du siècle à 500 aujourd'hui. Pour les pauvres bélugas, empoisonnés par les produits toxiques venant des déchets municipaux et industriels, le Saint-Laurent est devenu une zone de

combat, un combat dont la victime sera, en fin de compte, l'homme lui-même.

Je pourrais citer d'autres exemples de forte pollution des eaux canadiennes d'un océan à l'autre, mais je pense que j'ai montré assez clairement ce que je voulais dire. Nous ne pouvons plus utiliser les plans d'eau pour nous débarrasser de nos déchets. Laisser nos majestueux cours d'eau comme le Saint-Laurent, le Fraser, le Columbia, la Saskatchewan, l'Outaouais devenir des égouts à ciel ouvert, c'est dilapider un bien qui nous a été confié en tant que gardiens de ce grand pays qui est le nôtre.

Continuer dans cette voie serait menacer l'intégrité de notre environnement et notre bien-être économique. En fait, ce qui est en cause ici, c'est notre survie même. Pourtant, en dépit de l'inéluctabilité de la situation, les gouvernements canadiens, et celui-ci ne fait pas exception, sont notoirement lents à réagir.

Le ministère de l'Environnement du gouvernement de l'Ontario—je parle de l'ancien gouvernement—a démontré que la moitié des industries de la province et le tiers de ses usines de traitement des eaux d'égout violaient les lignes directrices de 1988 concernant la pollution des eaux.

La Chambre de commerce du Québec disait récemment, une observation incroyable, que le gouvernement provincial ne fermerait jamais une usine qui pollue, même beaucoup, si cela pouvait entraîner une perte d'emploi.

En Colombie-Britannique, selon le *Vancouver Sun*, bien des usines de papier de la Colombie-Britannique feraient face à des poursuites criminelles si les lignes directrices du gouvernement fédéral étaient tout simplement appliquées. En fait, ce journal a découvert récemment que des hauts fonctionnaires «et leurs supérieurs», comme le dit l'article, du ministère fédéral des Pêches s'opposent à ce que les principaux pollueurs industriels de l'industrie du papier de la Colombie-Britannique soient poursuivis. C'est absolument scandaleux.

Dans bien des régions du Canada, les municipalités qui n'ont pas les moyens d'améliorer leurs installations de traitement des eaux usées continuent de contribuer sciemment—mais ont-elles le choix—à la pollution de l'eau en déversant des eaux non traitées ou partiellement traitées dans les lacs et les cours d'eau voisins.

Au Québec, seulement 250 des 1 500 municipalités de la province ont actuellement des usines de traitement des eaux usées. Cela représente environ 16 p. 100 des municipalités, mais seulement 6 p. 100 de la population de la